

LES PAYSANS DU SUD CRÈVENT DE FAIM

« STOP ! »

à l'agriculture qui tue

Entraide & Fraternité dit «STOP!» à la culture qui mène à la mort ceux qu'elle devrait faire vivre. Focus pour cette campagne de carême sur le Nicaragua et le Guatemala, deux pays pas si arides, pas si pauvres mais où les agriculteurs et leurs familles vivent dans des conditions plus que précaires.

Là où poussait le maïs qui nourrissait les familles du village, s'étendent, à perte de vue, les palmiers à huile qui serviront d'agro-carburant ailleurs, loin. La scène peut sembler caricaturale, et pourtant, c'est la situation dans laquelle sont plongés de nombreux pays du Sud soumis à un marché mondial sur lequel ils ont peu de prise. Parce que c'est au Nord, ici en Europe, que se débattent les grands accords économiques, avec un seul mot d'ordre: produire plus, plus vite, plus loin pour faire plus d'argent.

«La course à la croissance et à la productivité à tout prix est devenue le moteur du monde, dénonce Daisy Herman, responsable des campagnes d'Entraide & Fraternité. Et pourtant, ce modèle de développement basé sur la concurrence renforce les inégalités, augmente la pauvreté et épuise les ressources de la planète, poursuit-elle. Il place l'humanité dans un régime de compétition entre pays, entre peuples et entre personnes.»

COMPÉTITION INJUSTE

Dans sa campagne de Carême 2012 tournée vers la souveraineté alimentaire, Entraide & Fraternité (E&F) s'insurge contre l'imposition de cette forme de production, uniquement tournée vers les exportations et la grosse agriculture industrielle. «L'objectif, ce n'est plus de nourrir les gens, mais de faire de l'argent», explique Valérie Martin, responsable Communication de l'organisation. «Le crédo, c'est la libéralisation qui oblige les agriculteurs à être compétitifs: face à l'agro-industrie, aux grosses machines qui



coûtent des fortunes, aux agricultures subsidiées, à la disparité des récoltes plus ou moins productives, les petits paysans n'ont aucune chance. C'est donc une compétition injuste qui ruine des milliers de gens, tout simplement parce qu'ils ne peuvent plus vivre de leur travail. Les prix des produits échangés sur les marchés internationaux sont trop bas, ils ne reflètent pas le coût réel de la production.»

RÉSISTANCE

Arracher à la terre de quoi manger, c'est la vie quotidienne des paysans de la région sèche de Jinotega, au Nicaragua et de l'altiplano, au Guatemala. «Ces deux pays d'Amérique centrale ont pourtant un potentiel agricole énorme. Ils sont tous deux des importateurs importants de sucre, de café et de bananes», poursuit Valérie Martin. Mais les terres fertiles sont occupées par des grandes entreprises étrangères et sont destinées avant tout aux cultures pour l'exportation ou à la mise en place de mégaprojets comme l'exploitation de mines. «C'est ce qui domine l'économie guatémaltèque. Dans les années 80, le Guatemala était autosuffisant en maïs jaune. Maintenant, il doit en importer. Ce

n'est donc pas un hasard si on y trouve les taux de malnutrition les plus élevés d'Amérique latine.»

Sur place, la résistance s'organise. Des associations refusent la fatalité et s'engagent aux côtés des petits paysans. En partant de l'idée que les personnes directement touchées par le problème de la faim peuvent y apporter des solutions, elles déploient un ensemble de programmes de solidarité et de développement pour promouvoir la petite agriculture paysanne. E&F propose de soutenir le travail de deux d'entre elles: la Cuculmeca au Nicaragua et CDRO (Coopération pour le Développement Rural de l'Ouest) et SERJUS (Services Juridiques et Sociaux) au Guatemala.

CONSOMMER, C'EST VOTER !

Pour Olivier De Schutter, le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, il faut aller vers des systèmes agroalimentaires plus locaux. «Les pays doivent réinvestir dans des systèmes alimentaires locaux qui relient les consommateurs aux producteurs locaux. C'est vrai dans les pays en développement où ces marchés ont été négligés au détriment des petits paysans qui n'ont pas accès à ces marchés locaux. Mais ceci est vrai aussi chez nous, où les chaînes courtes entre les producteurs et les acheteurs doivent être plus encouragées.»

Annelise DETOURNAY

Tout sur la campagne de Carême de Vivre Ensemble: www.entraide.be